

LISTE DES QUESTIONS POSEES LORS DE LA PRECEDENTE CONSULTATION

1) Question BPU segmentation et volume

Nous constatons des écarts entre les volumes des annexes et les différents onglets du BPU.

Annexe 1 - C5 BAT (18 sites) : 110,909 MWh

C5 HP HC (3 sites) : 93,155 MWh

C5 Base (15 sites) : 17,754 MWh

Annexe 2 - C4 (4 sites) : 227,583 MWh

Annexe 3 - ECLAIRAGE PUBLIC (39 sites) : 277,304 MWh

Segmentation et volume du BPU

3 PRM C4 pour la segmentation C4 contre 4 sites au sein de l'annexe 2

6,03 MWh/an de volume prévisionnel pour la segmentation C4 contre 227,583 MWh au sein de l'annexe 2

11,61 MWh/an de volume prévisionnel pour la segmentation C5 Heures Pleines / Creuses contre 93,155 MWh au sein de l'annexe 1

Pouvez-vous modifier l'ensemble de ces informations au sein des onglets du BPU en conséquence ?

REPONSE : Les onglets ont été modifié sauf pour le segment C5 BAT base et HP/HC car les chiffres correspondent.

2) Question BPU coefficients coût CEE précarité et classique

Les coefficients du coût CEE classique (0,416) et coût CEE précarité (0,412) sont erronés.

Les coefficients à jour sont les suivants :

Coefficient coût CEE classique : 0,478

Coefficient coût CEE précarité : 0,620

Pouvez-vous modifier les coefficients coût CEE classique et précarité au sein des onglets du BPU en conséquence ?

REPONSE : Les éléments ont été modifiés

Le BPU contient un onglet "ANOR_BPU_FIXE 48 mois".

Confirmez-vous le souhait de recevoir une offre à prix fixes pour une durée de 48 mois ou le cas échéant de supprimer cet onglet au sein du BPU ?

REPONSE : nous confirmons le souhait de recevoir une offre de 48 mois en complément des offres de 12, 24 et 36 mois.

3)Question CCATP Article 4. Durée du contrat

Cet article stipule "La fourniture d'électricité prendra effet à compter du 1er janvier 2024."

Pouvez-vous modifier en conséquence la date d'effet au 1er janvier 2025 pour les articles 4 et 14.

Pouvez-vous nous confirmer que l'exécution des Marchés Subséquents est souhaitée à partir du 01/01/2025 ?

Cet article précise le souhait d'un marché conclu pour une durée de 12 mois, 24 mois ou 36 mois.

Or, le BPU contient un onglet associé à une offre de 48 mois.

Pouvez-vous modifier le CCATP ou le BPU en conséquence ?

REPONSE : Le CCATP à était modifié en conséquence

4)Question Flexibilité

Les articles 5.2 et 5.3 de votre CCATP ne fixe aucune limite quant aux entrées et/ou sorties de sites en cours de marché.

Dans le contexte de forte volatilité des prix de marché et afin de remettre une offre la plus compétitive possible (et/ou de répondre à la consultation), accepteriez-vous de faire évoluer le pourcentage d'entrées et/ de sorties de sites de 5% avec netting du volume annuel de consommation d'électricité de l'ensemble des sites du périmètre initial.

Par le terme « netting » nous entendons l'effet compensatoire du volume des entrées et sorties de sites sur le calcul du volume maximal ou minimal annuel autorisé.

L'article 6.2 Contenu des offres de votre CCATP précise que le candidat complète le Bordereau de prix (BPU) – Onglets 1 et 2. Or, l'article 4 mentionne que le marché est conclu pour une durée de 12 mois, 24 mois ou 36 mois.

Pouvez-vous modifier l'article 6.2 en conséquence ?

REPONSE : Le CCATP à était modifié en conséquence

5) Question Evolutions des prix

Concernant l' Article 7. Prix du marché de la fourniture : Acceptez-vous que l'ensemble des évolutions réglementaires soient appliquées aux prix de la fourniture et ceci durant la durée du marché ?

REPONSE : Nous acceptons que le les évolutions règlementaires soient appliqués sur la durée du marché.

6) Question Branchements provisoires

Votre cahier des charges n'évoque pas les modalités de gestion des branchements provisoires. Or ils nécessitent des coûts de traitements particuliers compte tenu des spécificités techniques attachées à ces besoins.

Pouvez-vous nous confirmer que la gestion des branchements provisoires ne fait pas partie de la présente consultation et relève d'un marché distinct ?

REPONSE : Les branchements provisoires ne font pas partie de la présente consultation.

Pourriez-vous également nous préciser si les branchements provisoires rentrent dans la flexibilité d'entrée sortie de site, ou alors si c'est un cout à part à rajouter ? Dans le cas où c'est un cout à part, merci de nous préciser le nombre approximatif des branchements provisoire à venir ainsi que le volume prévisionnel ?

REPONSE : Les branchements provisoires ne font pas partie de la présente consultation. Ils seront rajoutés à part de la consultation.

7) Question ARENH

À défaut, nous tenons à préciser qu'en l'absence de connaissance du nouveau dispositif succédant à l'ARENH au moment de la remise de leurs offres, les fournisseurs ne pourront établir leurs propositions qu'au regard des conditions de marché en vigueur.

- Ainsi, et afin de garantir la sécurité juridique du Marché Subséquent, confirmez-vous que le prix pour les années postérieures au 31 décembre 2025 doit être établi sur les seules références de marché disponibles après cette date ?

REPOSNE : Oui, nous confirmons que les prix des années postérieurs sont établis sur les seules références du marché.

- Accepteriez-vous l'intégration de la clause suivante dans l'accord-cadre : « Article 7.3 Prise en compte d'un nouveau dispositif succédant à l'ARENH lors des remises en concurrence : Dans le cas où un nouveau dispositif succéderait à l'ARENH dont le client pourrait bénéficier directement ou indirectement au titre du présent marché, et dont les modalités seraient définies avant la remise en concurrence du marché subséquent X pour les années de fourniture 2026, 2027 et [...], les titulaires de l'Accord-Cadre s'engagent à en tenir compte dans le cadre de la remise de l'offre pour l'attribution de ce marché . Si les modalités d'un nouveau dispositif succédant à l'ARENH ne sont pas définies lors de la remise en concurrence du marché subséquent X, les offres des Titulaires seront établies conformément aux conditions de marché prévues dans l'Accord-Cadre. Le marché subséquent sera exécuté conformément aux dispositions de l'offre du Titulaire remise pour son attribution. »

REPONSE : Nous acceptons l'intégration de la clause ci-dessus dans l'accord cadre.

8) Question Transmission des factures bimestriellement

Dans votre CCATP, vous mentionnez l'article 8.3 que les factures sont transmises à la personne publique bimestriellement.

Or, le Code Général des Impôts prévoit que les factures doivent être émises dès la livraison des biens ou de la prestation de services. En conséquence, les fournisseurs sont tenus d'émettre vos factures dès réception du fait générateur de TVA, en l'occurrence des relevés de consommations transmis mensuellement par Enedis dans le cas des compteurs communicants.

Aussi, nous vous invitons à modifier votre CCATP en conséquence

REPOSNE : Le CCATP a été modifié en conséquence

9) Question absence de plafond de pénalité

Votre DCE ne fixe pas de plafond de pénalité.

Dans son guide pratique pour faciliter l'accès à la commande publique, la DAJ met notamment en garde contre le caractère disproportionné de certaines pénalités qui peut s'avérer contre-productif. De même, la DAJ suggère un plafond à hauteur de 10% du montant du marché.

Acceptez-vous de plafonner les pénalités à hauteur de 10% du montant du marché ?

REPONSE : Nous acceptons de plafonner les pénalités à hauteur de 10% du marché.

10) Question pénalités sans mise en demeure

Votre Cahier de charges prévoit à son article 14 portant sur les pénalités que ces dernières seront le cas échéant mises en œuvre sans évoquer la mise en demeure préalable. Afin de marquer la date effective de départ de calcul des pénalités, acceptez-vous que les pénalités soient mises en œuvre après mise en demeure écrite ?

REPONSE : Les pénalités seront appliquées après un courrier de mise en demeure mais sera appliqué à compter de la date de manquement du fournisseur d'énergie.

11) Question évolutions des prix

Concernant l'Article 3.5.2 Forme des Prix de la fourniture : Acceptez-vous que l'ensemble des évolutions réglementaires soient appliquées aux prix de la fourniture et ceci durant la durée du marché subséquent ?

REPONSE : Comme évoqué précédemment, nous acceptons que les évolutions réglementaires soient appliqués sur la durée du marché.

12) QUESTION CEE

CEE classiques et CEE précarité (Certificat d'Economie d'Energie)

Coût CEE = $[0,416 \cdot (P_{cee-c} + 0,412 \cdot P_{cee-p})]$

0,416 : coefficient actuellement fixé par l'article R. 221-4 C. énergie pour les CEE « Classiques »

0,412 : coefficient actuellement fixé par l'article R. 221-4-1 C. énergie pour les CEE « Précarité »

P_{cee-c} : Prix en €/MWhcumac des certificats d'énergie fixé par le Titulaire

P_{cee-p} : Prix en €/MWhcumac des certificats d'énergie fixé par le Titulaire

L'article 7.4.3 de votre CCATP mentionne des coefficients qui ne sont plus d'actualités.

Acceptez-vous de modifier les coefficients comme suit au sein du CCATP et au sein du BPU ?

REPONSE : Comme indiqué précédemment, nous avons modifié les documents.

0,478 : obligation d'économies d'énergie générée en MWh cumac par MWh d'électricité (article R221-4-1

13) Question groupement

Le CCATP mentionne en son article 1 Type d'acheteur que le groupement est composé de deux membres notamment la commune d'ANOR et le CCAS d'ANOR.

Or, l'article 82 du CCATP mentionne le SIRET 21590012700014 qui est identique pour chacun des membres.

Pouvez-vous nous communiquer la référence du numéro de SIREN pour chacun des membres et nous confirmer que le SIREN est identique ?

modifié par le décret n°2021-712 du 3 juin 2021)

REPONSE : Le CCAP ET CCTP ont été modifiés

14) Question Energie verte / Offre électricité d'origine renouvelable

Pouvez-vous nous confirmer que la fourniture d'électricité intégrera une part d'énergie d'origine renouvelable et si oui nous préciser le pourcentage souhaité (20 %, 50% ou 100 %) ?

Le BPU Variante Obligatoire ne comporte pas en Synthèse TTC et HTT un surcoût Energie verte d'origine Européenne (€ H.T.T).

Si vous souhaitez de l'ENR pour la variante obligatoire, pouvez-vous modifier le BPU en conséquence ?

Cette entreprise apparait dans votre liste des retraits électroniques à l'ordre N° 5

15) Le BPU et le CCATP mentionnent pour l'ensemble des offres un coefficient de sécurité égale à 0,99. Or, le coefficient de sécurité pour les années de livraison 2025 et 2026 est fixé à 0,98.

Pouvez-vous modifier le BPU et l'article 7.4.4 du CCATP en conséquence ?

REPONSE : Le CCATP et le BPU ont été modifié

16)	Question	mécanisme	de	capacité
	Au jour de la réponse au Marché, le mécanisme de capacité visé aux articles L335-1 et suivants du code de l'énergie fait l'objet d'un projet de réforme qui est en discussion par les pouvoirs publics et dont le contenu n'est pas encore connu. Confirmez-vous que le fournisseur sera fondé à répercuter au client toutes évolutions des dispositions législatives, réglementaires ou administratives relatives au mécanisme de capacité ou tout effet d'un autre mécanisme ou dispositif qui le remplacerait ? En cas d'évolution des dispositions législatives ou réglementaires relatives au mécanisme de Capacité, les nouvelles charges dont le fournisseur serait redevable seront intégralement répercutées et facturées au client.			

REPOSNE : Le CCATP et le BPU ont été modifié

17) Le site PANNEAU D INFORMATION (Réf Pdl : 01226627962104) qui figure dans l'annexe 1 Psinf36Kva est visiblement qualifié en ECLAIRAGE PUBLIC par le GRD. Pouvez-vous nous confirmer cette information ?

REPONSE : c'est exact

18) Vous souhaitez bénéficier d'une clause de flexibilité (ajout et suppression de sites). Pouvez-vous nous indiquer quel pourcentage de flexibilité est attendu à savoir 5 ou 10 % ? Ce pourcentage est calculé selon le volume de consommation estimative annuelle indiqué au DQE du marché concerné. L'objectif est de cadrer les ajouts et suppression de sites.

Acceptez-vous que soient présentées au sein du mémoire technique les conditions s'appliquant en cas de dépassement à la hausse ou à la baisse de cette clause ?

REPONSE : Oui nous acceptons que les conditions soient présentées dans le mémoire technique

19) La fermeture du guichet ARENH approchant, nous ne pourrons pas vous proposer une offre ARENH. Acceptez-vous que l'on réponde uniquement à l'offre de base en prix fixe pour l'année 2025 ?

REPONSE : Pour l'offre ARENH, vous pouvez uniquement répondre pour l'année 2025.

20) Nous proposons des prix par année civile de contrat afin de refléter au mieux les prix du marché de l'énergie. Soit un prix fixe différent pour l'année 2025 2026 et 2027. Acceptez-vous que l'on remplisse votre tableau BPU pour vous présenter l'offre pour 2025 dans l'onglet n°1, l'offre pour 2026 dans l'onglet n°2 et l'offre pour 2027 dans l'onglet n°3 ? Le prix de la molécule sera bien ferme, il sera simplement différent par année civile.

Nous vous préciserons bien les durées dans l'annexe financière, vous pourrez ainsi bloquer les prix pour les années que vous souhaitez (2025, 2026, et/ou 2027).

REPONSE : Vous pouvez remplir le BPU avec la somme des années (24, 36 et 48 mois) et fournir en annexe un BPU avec les prix différenciés pour chacune des années.

21) Durées du marché : A l'article 4 du règlement de consultation, vous indiquez que le marché est conclu pour une durée de 12, 24 ou 36 mois. Or, votre BPU comporte un onglet 48 mois. Pouvez-vous préciser si une offre d'une durée de 48 mois est à remettre par les candidats ?

REPONSE : Oui, une offre de 48 mois est à remettre pas les candidats comme indiqué à l'article 4 du CCATP

22) Flexibilité : Votre cahier des charges prévoit aux articles 5.2 et 5.3 du CCATP, la possibilité d'ajouter ou supprimer des points de livraison en cours d'exécution du marché sans en préciser les conditions. Afin de comparer les offres de chaque candidat sur les mêmes bases, pouvez-vous définir les bornes haute et basse de ces mouvements de sites ? Par exemple, une limite de 10% du volume annuel des consommations du marché.

REPONSE : Une limite de 10% du volume des consommations annuels pour la flexibilité peut être appliqués.

23) Modalités de retrait de sites : En cas de dépassement de la borne basse de la flexibilité et de retraits de sites hors motifs légitimes (tels que déménagement, démolition, vente ou cession d'un site à un tiers, cessation définitive d'activité sur le site ou changement définitif d'énergie), acceptez-vous que des frais de résiliation soient facturés à la sortie du périmètre (le calcul des frais sera détaillé dans le mémoire technique) ?

REPONSE : Nous acceptons les frais de résiliation.

24) Coefficient de sécurité : Suite à une évolution réglementaire, le coefficient de sécurité sera de 0,98 à partir de l'année 2025. Pouvez-vous modifier en ce sens votre BPU ?

REPONSE : Le BPU est modifié.

25) Coefficients CEE : La formule des CEE indiquée dans votre cahier des charges ne tient pas compte de la dernière évolution des coefficients réglementaires. Pouvez-vous nous confirmer que l'on peut remettre notre offre avec les nouveaux coefficients réglementaires et la formule suivante : $C_CEE = 0,478 \times (P_CEE \text{ Classique} + 0,62 \times P_CEE \text{ Précarité})$? Aussi, pouvez-vous modifier le BPU en ce sens afin que le coût de CEE en €/MWh soit juste ?

REPONSE : Le BPU est modifié.

26) Révision CEE : Acceptez-vous qu'en complément de l'évolution des coefficients réglementaires, les prix des CEE classiques et précarités proposés par les candidats dans le BPU soient révisés selon leur clause décrite dans le mémoire technique ? A défaut, nous ne serons pas en mesure de vous remettre une offre.

REPONSE : Oui nous acceptons s'il s'agit d'une évolution réglementaire.

27) cogénération ? Si oui, pouvez-vous nous fournir la liste de ces sites et leurs flux R10A ?

REPONSE : Aucun

28) Activation courbe de charge C5 Linky : Afin de réaliser les optimisations tarifaires au plus juste des compteurs C5 Linky, nous devons recevoir du distributeur les courbes de charges au pas mensuel. Pour ce faire pouvez-vous nous donner votre accord afin de demander l'activation des courbes de charge auprès du distributeur sur la durée du marché ?

REPONSE : Oui, vous avez l'autorisation mais la commune possède déjà les courbes de charge des compteurs.